Inter-réseaux
Développement rural

RAPPORT ANNUEL 2016

32 rue Le Peletier 75009 Paris - France

Tél. (+33) 01 42 46 57 13

E-mail : secretariat@inter-reseaux.org

09 BP 1571 Ouagadougou 09 - Burkina Faso

Tél. (+226) 25 36 15 57

Site : http://www.inter-reseaux.org

Sigles et abréviations

AF	Agriculture familiale
AFD	Agence française de développement
Afdi	Agriculteurs français et développement international
AG	Assemblée générale
Agir	Alliance globale pour la résilience
Agter	Améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles
AO	Afrique de l'Ouest
Apess	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane
Araa	Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
AVSF	Agronome et vétérinaires sans frontières
BDV	Bulletin de veille
BDS	Bulletin de synthèse
C2A	Commission agriculture et alimentation
CA	Conseil d'administration
CCFD	Comité catholique contre la faim et pour le développement
CFSI	Comité français pour la solidarité internationale
Cirad	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CPF	Confédération paysanne du Faso
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
DPO	Division du partenariat avec les ONG de l'AFD
Ecowap	Politique agricole de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest
Farm	Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde
Fert	Formation pour l'épanouissement et le renouveau de la terre
Frio	Fonds de renforcement Institutionnel des ONG
GDS	*Grain de sel*
GRDR	Groupe de recherche sur le développement rural
GWI	*Global Water Initiative*
Ipar	Initiative prospective agricole et rurale
IR	Inter-réseaux Développement rural
Iram	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
Jade Burkina	Journalistes en Afrique pour le développement - Burkina
OP	Organisation paysanne
Pafao	Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Pos	Plan d'orientation stratégique
Praps	Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel
RBM	Réseau Bilital Maroobé
Roppa	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest

Le présent rapport a été approuvé lors de l'Assemblée générale ordinaire du 5 mai 2017 d'Inter-réseaux développement rural

Sommaire

RAPPORT D'ACTIVITES 2016 3

1. RAPPEL DU CADRE GENERAL D'INTERVENTION : LE POS 4
   A. La finalité et la mission d'Inter-réseaux rappelées et précisées 4
   B. Les grands axes de la réforme de 2012 d'Inter-réseaux 4
   C. Les axes de travail d'Inter-réseaux 5
   D. Des activités rassemblées au sein de cycles thématiques 5

2. LES CYCLES THEMATIQUES EN COURS 6
   2.1. Rappel des modalités de choix des thèmes 6
   2.2. Thèmes majeurs traités en 2016 7
      A. Les politiques agricoles et rurales régionales 7
      B. Les connexions entre la production des produits agricoles et leur distribution sur les marchés 9
      C. Le pastoralisme et ses enjeux du local au régional 12
      D. Le financement de l'agriculture, de la parcelle aux politiques 13
   2.3. Mobilisations sur d'autres thèmes 15
      A. Pratiques agricoles durables 15
      B. Filets sociaux 16
      C. Les jeunes 16
      D. Et encore d'autres sujets à l'agenda… 17
   2.4. Principaux résultats 17

3. LES MEMBRES AU CENTRE DES ACTIVITES D'IR 18
   3.1. Des partenariats d'ordres différents 19
   3.2. Appui-conseil aux membres 19
   3.3. Des membres impliqués pour la réalisation des activités 20
   3.4. Des membres mobilisés dans les réflexions stratégiques et la construction du réseau 20

4. LA GOUVERNANCE D'INTER-RESEAUX 20
   4.1. L'Assemblée générale 20
   4.2. Le Conseil d'administration 21
   4.3 Le Comité de publication 22

LA STRUCTURE OPERATIONNELLE D'INTER-RESEAUX 23

RAPPORT FINANCIER 2016 24

1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 2016 25
   1.1. Bilan Actif 25
   1.2. Bilan Passif 25
   1.3. Compte de résultat 26
   1.4. Certification du commissaire au compte 28
   1.5. Faits marquants de l'exercice 2016 29

2. PRESENTATION ANALYTIQUE DU COMPTE DE RESULTAT 2016 29
   2.1. État des emplois pour l'exercice 2016 29
   2.2. État des ressources pour l'exercice 2016 30
   2.3. Valorisation du bénévolat 31

ANNEXE 32

PRESENTATION DES MEMBRES INSTITUTIONNELS EN QUELQUES MOTS 33

Inter-réseaux
Développement rural

RAPPORT D'ACTIVITES 2016

1. RAPPEL DU CADRE GENERAL D'INTERVENTION : LE POS

Au cours de la fin 2011 et du début de 2012, les membres de l'AG, du Conseil d'administration et de l'équipe du secrétariat exécutif se sont mobilisés pour définir et valider un Plan d'orientation stratégique (Pos) pour la période 2012-2016. La version finale du Pos[1], construite suite à l'AG extraordinaire de janvier 2012 et validée par l'Assemblée générale du 12 juin 2012 a servi de cadre général pour structurer les activités de l'année 2016.

A. La finalité et la mission d'Inter-réseaux rappelées et précisées

Il s'agit d'accompagner les acteurs du développement agricole et rural dans leur action en faveur des exploitations familiales, de manière à ce qu'elles soient capables de nourrir les populations africaines dans un contexte de développement démographique important et de créer emplois et revenus.
Dans ce contexte, quelle est la mission d'Inter-réseaux ? IR est un réseau multi acteurs au service de ses membres, utile aux acteurs engagés dans le développement agricole et rural, et ayant pour mission de leur faciliter : l'accès à l'information, le dialogue et la mise en débat, la valorisation de réflexions et expériences.

B. Les grands axes de la réforme de 2012 d'Inter-réseaux

Les éléments suivants constituent les éléments forts de l'évolution d'IR voulu par les membres et affichés dans le Pos :

1. Élargissement de l'AG dans le sens d'une plus grande adhésion d'organisations afin de constituer une véritable mutuelle de compétences au service du développement rural. Pour cela, la démarche d'ouverture sera continue en accueillant comme membre au sein de l'AG des structures européennes et africaines : ONG, réseaux d'OP, structures d'appui au monde rural, organismes de recherche, etc. Cette diversité d'acteurs sera le gage d'un regard toujours plus riche et varié sur le monde rural et ses problématiques. Cet esprit mutuel sera fondé sur des membres adhérents motivés, disposés à s'impliquer fortement dans l'association, dans l'intérêt collectif du réseau.
2. Renforcement de l'ancrage d'Inter-réseaux au Sud, par : une augmentation de la présence sur place, une ouverture accrue des instances de gouvernance d'IR (AG et Conseil d'administration) aux acteurs africains, des partenariats stratégiques renforcés avec d'autres structures clefs présentes en Afrique, l'extension du territoire d'action aux pays anglophones de l'espace Cedeao, aux pays d'Afrique Centrale et aux pays du Maghreb.
3. Redynamisation des Groupes de travail thématiques (GT) qui sont les principaux lieux d'échanges, d'analyses croisées et de capitalisations groupées entre les membres du réseau et où peuvent s'exprimer des positions différentes, voire contradictoires. Ces Groupes de travail constituent un axe fort des orientations à développer. Les membres adhérents d'IR seront fortement impliqués dans l'animation et le pilotage des GT.

1 Une présentation plus complète du POS est disponible sur le site d'Inter-réseaux : http://www.inter-reseaux.org/qui-sommes-nous/article/le-nouveau-plan-d-orientation

4. Développement de services aux membres. IR est au service des membres de son AG : il soutient et valorise les initiatives de ses membres qui entrent dans le cadre de ses missions, il facilite le partage de réflexions, d'expériences et d'expertises entre ses membres. En retour, ceux-ci s'impliquent activement dans le réseau, dans un esprit mutualiste.

Ces grands axes de la réforme contribuent à définir Inter-réseaux comme « un réseau euro-africain, multipolaire, porté par des acteurs stratégiques ». Chaque élément de cette appellation décrit les mutations en cours et scelle un projet d'avenir, détaillé dans ce POS :
→ Un réseau euro-africain : ancrage d'IR sur des préoccupations et des dynamiques africaines et internationales ;
→ Multipolaire : « décloisonnement » des connaissances et des acteurs, métissage d'acteurs et de points de vue (en particulier les OP, les ONG, la recherche, les praticiens du développement, les partenaires financiers, les décideurs), échanges entre les sociétés civiles du Sud et du Nord ;
→Porté par des acteurs stratégiques : ouverture accrue de l'AG à des organisations européennes et africaines. Cette orientation n'implique pas de minorer le rôle des individus mais bien d'asseoir le réseau sur un socle institutionnel pérenne.

C. Les axes de travail d'Inter-réseaux

Trois axes majeurs ont été définis dans le Plan d'orientation stratégique pour cadrer le travail d'IR :

1. **L'axe « Information »** pour informer les acteurs du développement agricole et rural de manière à ce qu'ils puissent agir dans leurs environnements sur le plan économique, politique et social.
2. **L'axe « Groupes de travail »** pour créer des espaces de dialogue, pour décloisonner les acteurs et les idées du développement agricole et rural et faciliter les synergies. Dans cet axe seront développés des projets spécifiques, multiacteurs.
3. **L'axe « Réseau »** pour développer, de façon transversale, l'ancrage institutionnel du réseau, en particulier en Afrique, et faire vivre la mutuelle, afin d'être plus proche et davantage au service des membres de l'AG et des acteurs du développement. La notion de « mutuelle » s'appliquant aussi bien aux activités d'IR qu'à sa gouvernance.

D. Des activités rassemblées au sein de cycles thématiques

Depuis la revue à mi-parcours du Plan d'orientation stratégique (POS), les évolutions des besoins des membres et l'internationalisation du réseau impliquent à la fois de repenser les schémas d'animations, de publications et de réflexions collectives. Il importe de plus en plus qu'IR conçoive ses activités de manière intégrée et qu'il voit, en particulier, ses publications non pas comme une fin mais comme un moyen, comme une étape dans des cycles d'échanges thématiques, impliquant plusieurs types d'activités et mobilisant plusieurs membres et partenaires. La composition et la durée de ces cycles, ainsi que l'implication des membres et de l'équipe technique, étant variables en fonction de la problématique et des besoins.
Le processus d'un cycle dans son déroulé complet peut être résumé par le schéma suivant :

Ainsi au sein d'un cycle on pourra retrouver des activités d'animation (ex : forums électroniques, réunions entre membres, facilitation de capitalisations d'expériences, etc.) des publications (ex : bulletin de veille thématique, bulletins de synthèse, dossier *Grain de sel*, cartographie, etc.)
En fonction des sujets et des opportunités, le format des cycles peut être adapté et certaines étapes réalisées dans un ordre différent ou supprimées, ce qui aura pour conséquence de réduire la durée du processus.
IR a avancé, au cours de l'année 2016, sur différents cycles thématiques mais toujours en cohérence avec les 5 thèmes placés au centre du POS 2012-2016.

- Les politiques agricoles,
- L'accès au marché et les filières agricoles,
- Le conseil et les services agricoles,
- Le financement agricole et rural,
- Le devenir des exploitations familiales agricoles et pastorales.

L'investissement sur les différents sujets a été variable dans l'année.

2. LES CYCLES THEMATIQUES EN COURS

2.1. RAPPEL DES MODALITES DE CHOIX DES THEMES

Les thèmes qui sont traités par IR sont choisis à partir de plusieurs éléments :

1) Des souhaits et intérêts des membres débattus lors de l'Assemblée générale et suivi par le Conseil d'administration.
2) Les agendas des membres.
3) Les éléments des agendas régionaux et internationaux en lien avec les cinq thématiques génériques d'IR.
4) Les besoins d'appui des membres d'IR de la part d'autres membres ou de l'équipe technique d'IR.

IR est régulièrement sollicité, pour mettre en place des actions, des partenariats, il y a également des possibilités de répondre à des appels à projets ou à des appels d'offres en lien avec les métiers d'IR. Pour affiner les choix, des critères ont été mis en place par le Conseil d'administration et l'équipe technique. Ces critères sont les suivants :

- Cette sollicitation, opportunité est-elle en lien avec les cycles thématiques en cours ?
- Quelles seront les retombées positives de cette action pour l'intérêt général au niveau du réseau ?
- Cela est-il en cohérence avec les métiers d'IR ?
- Cette sollicitation provient-elle d'un membre d'IR ?

- Est-il possible d'impliquer, de mobiliser des membres dans cette proposition ?
- Cela est-il compatible avec le plan d'activité déjà prévu pour les prochains mois ?
- Quel est le commanditaire de l'opération, de l'appel d'offre, de l'appel à projets ?
- Quel est le coût d'approche dans le cas d'un appel d'offres ou d'un appel à projets (gré à gré, appel ouvert, qui rédige la réponse, le document de projet, etc.) ?

2.2. THEMES MAJEURS TRAITES EN 2016

A. Les politiques agricoles et rurales régionales

Le thème des « politiques agricoles » est central pour Inter-réseaux depuis plusieurs années. Il a de nouveau constitué une dimension clé du travail réalisé en 2016.

Ecowap+10 : les suites

En 2015 un important travail de veille et de production d'information à l'occasion des 10 ans de la politique agricole régionale de la Cedeao (l'Ecowap) a été mené. Cela a été poursuivi en 2016 avec une veille attentive sur les processus de formulation de l'Ecowap post 2015. Un BDS et un BDV thématique ont été publiés.

Un bulletin de synthèse sur les politiques publiques en matière d'irrigation valorisant en partie les résultats des travaux réalisés en 2015 pour la Cedeao a aussi été réalisé et diffusé.

La production de l'agenda du développement rural a été poursuivie. Il permet de rester informé des événements liés aux politiques agricoles en Afrique de l'Ouest.

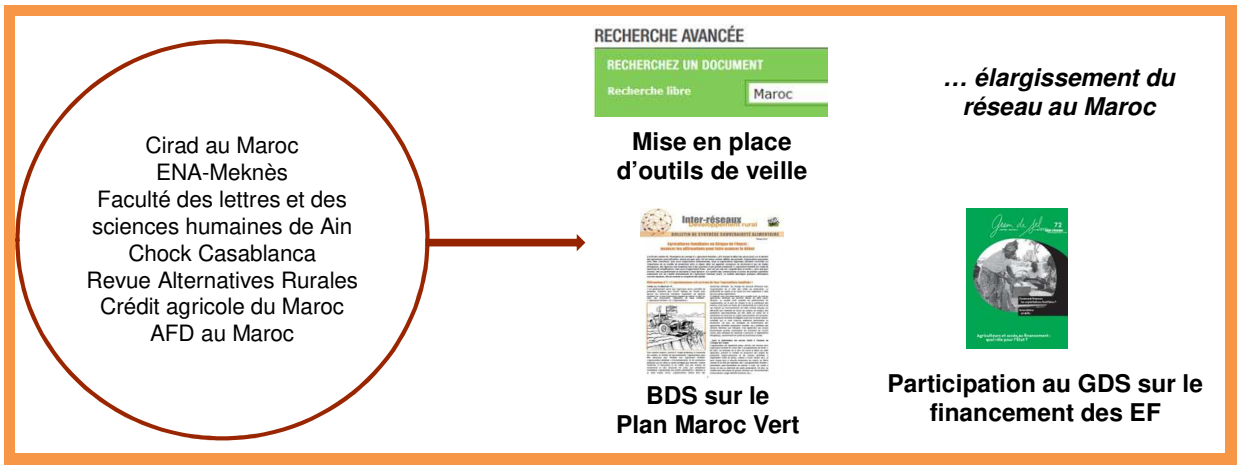
Parallèlement à ces activités IR est impliqué auprès de la DDC dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre de la politique agricole de l'Afrique de l'Ouest (Ecowap) qui apporte un soutien majeur aux trois réseaux régionaux d'organisations paysannes que sont l'Apess, le RBM et le Roppa, tous membres d'IR.

Un travail de veille approfondie sur les dynamiques du commerce régional en AO a aussi permis de déboucher sur la publication d'un bulletin de veille thématique.

Plan Maroc Vert : interroger les politiques agricoles africaines

En 2016, IR a aussi renforcé sa connaissance sur la politique agricole du Maroc matérialisé par le *Plan Maroc Vert*. Le « PMV » constitue une source d'inspiration, mais aussi de questionnements, pour de nombreux acteurs impliqués dans les politiques agricoles en Afrique de l'Ouest. L'équipe technique a ainsi réalisé une mission à Rabat en février 2016 afin de prendre contact avec plusieurs personnes ressources sur les enjeux du développement agricole et rural au Maroc. Avec elles, un Bulletin de synthèse ainsi qu'un Bulletin de veille thématique sur le Plan Maroc Vert ont été construits et diffusés.

Ce groupe de personnes constitue le point de départ d'une stratégie plus ambitieuse d'élargissement du réseau au Maroc. Ces personnes ont ainsi été sollicitées à plusieurs reprises sur d'autres travaux menés en 2016 (numéro de *Grain de sel* sur le financement des exploitations familiales, Bulletin de synthèse sur l'irrigation, etc.) et elles le seront également en 2017.



Autosuffisance en riz : avancées et limites des politiques

En 2016 a aussi été produit, dans le cadre d'un partenariat entre l'équipe technique et Ipar, un bulletin de synthèse sur le bilan des politiques d'autosuffisance en riz en Afrique de l'Ouest, depuis leur adoption suite à la crise alimentaire de 2007-2008.

D'un point de vue opérationnel, ce travail représente une nouvelle approche dans la réalisation collective de publications qu'il sera intéressant de poursuivre.

Pôles de croissance

Enfin, IR a répondu favorablement à la sollicitation du bureau Issala pour participer à une étude sur les pôles de croissance commanditée par Oxfam France. Ce sujet fait en effet écho à plusieurs travaux entrepris par les membres d'IR. Il rejoint aussi les réflexions amorcées en 2014 au niveau d'IR sur l'implication du secteur privé dans les politiques de développement agricole.

Répondre favorablement à cette sollicitation a permis de mener une veille approfondie, un travail de revue bibliographique et des enquêtes de terrain sur les pôles de croissance (Bagrépôle au Burkina en particulier). Il y a également eu un

suivi de près les travaux sur le même sujet au niveau de membres d'IR (Afdi, Roppa).
La valorisation des résultats de cette étude aura lieu en 2017, dans le cadre d'un bulletin de synthèse et d'un atelier.

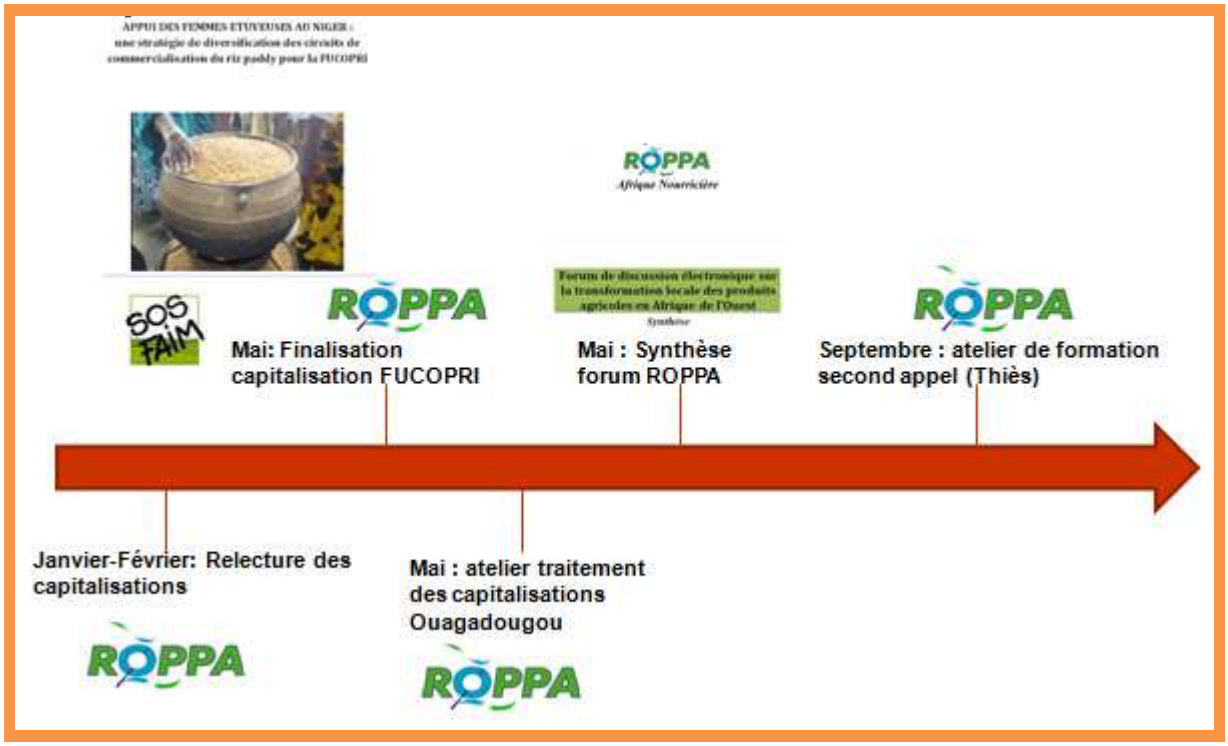
Enseignements à retenir, difficultés rencontrées et perspectives pour 2017
Ces différents travaux ont été l'occasion de poursuivre des partenariats techniques et financiers entre l'équipe technique et les membres d'Inter-réseaux. Cette démarche positive sera poursuivie. Il est toutefois essentiel que les modalités de ces partenariats soient clairement définies et largement acceptées par l'ensemble du réseau. Le travail entrepris avec l'appui du COTA en 2016-2017 permettra d'avancer sur ces points.
De nouveau en 2016, IR a, à plusieurs reprises, répondu favorablement à des sollicitations lorsque celles-ci permettaient de poursuivre une réflexion déjà engagée. C'était le cas avec l'étude sur les pôles de croissance, un sujet dont l'importance a été soulignée avec insistance par les membres lors de l'AG 2016. Il n'est toutefois pas aisé de valoriser les résultats de travaux menés dans le cadre de sollicitations externes en respectant les délais et le format prévus au départ. Ainsi, alors qu'il avait été prévu de valoriser les résultats de l'étude sur les pôles de croissance en 2016 dans le cadre d'un bulletin de synthèse, la parution de celui-ci a dû être reportée de quelques mois. Ces difficultés à bien anticiper la valorisation de travaux dans le cadre de sollicitations extérieures devront nourrir la réflexion en cours sur ce sujet (cf. critères ci-dessus).

B. Les connexions entre la production des produits agricoles et leur distribution sur les marchés

Si ce thème est récurant pour IR depuis plus de 10 ans, les sollicitations précises ont été nombreuses depuis quelques temps et se centre en particulier sur des travaux de capitalisation. L'équipe technique d'IR est ainsi impliquée dans plusieurs opérations en appui à des organisations membres mais a aussi pu mobiliser d'autres membres pour renforcer la qualité du travail par des ajouts de compétences spécifiques.

Appui au processus de capitalisation du Roppa
L'appui au processus de capitalisation du Roppa, entamé depuis 2013 a été poursuivi. Il a été articulé autour de l'accompagnement à la finalisation du processus de leur premier appel à capitalisation. Plus spécifiquement, il s'est agi de participer, avec d'autres membres du comité de pilotage (Gret, CFSI), aux relectures d'une trentaine de drafts de capitalisation en vue de leur finalisation par les porteurs d'initiatives qui sont eux-même des membres du Roppa. IR était également présent à l'atelier de traitement des produits de capitalisation qui s'est tenu en mai 2016 à

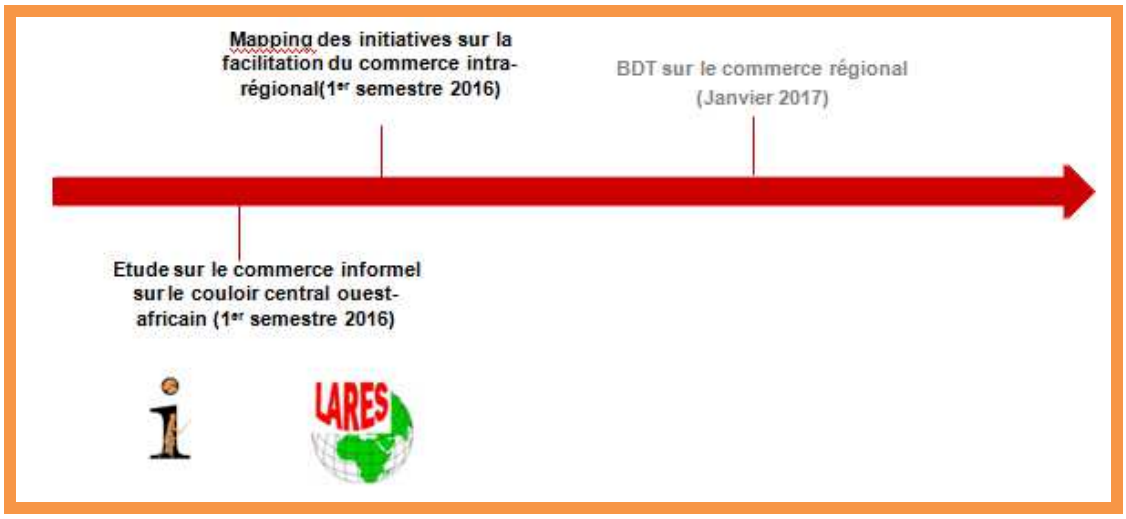
Ouagadougou avec le CFSI, le Gret, la Fondation de France et le Roppa. Enfin, toujours dans le cadre de la finalisation de ce premier appel, la synthèse du forum de discussion électronique sur la transformation locale des produits agricoles lancé par le Roppa avec l'appui d'IR a été finalisée. En ce qui concerne le deuxième appel à capitalisation lancé par le Roppa début 2016, l'équipe technique d'IR a participé au premier atelier de formation-action à l'endroit des porteurs d'expériences organisé en septembre 2016 à Thiès (Sénégal). Ce processus se poursuivra en 2017.



En lien avec ce travail réalisé au côté du Roppa, IR est impliqué dans un appui aux processus de capitalisation et de changement d'échelle au sein du programme Pafao de la Fondation de France et du CFSI (IR est membre du comité d'orientation de ce programme). Par ses actions IR participe à renforcer les liens avec le Roppa. Par exemple en apportant un appui à la réalisation du forum de discussion Pafao/Roppa sur les achats institutionnels en septembre et octobre 2016 ainsi que sur la note de synthèse des échanges réalisée en décembre 2016. Une synthèse de l'ensemble des travaux de capitalisation Roppa et Pafao est également en cours d'élaboration.

Etude sur le commerce informel en Afrique de l'Ouest

Dans le cadre d'un projet de l'organisation anglaise Saana, IR a été mobilisé pour effectuer un travail de recherche avec deux membres, le bureau Issala et le Larès, sur le commerce informel en Afrique de l'Ouest. Une mission d'enquêtes sur les marchés transfrontaliers du Burkina Faso avec la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo a été effectuée en avril 2016 ainsi que le *mapping* des principales initiatives en lien avec la facilitation du commerce dans l'espace sous-régional. Au niveau d'Inter-réseaux, les différentes recherches documentaires réalisées dans ce cadre ont permis de lancer la réalisation d'un bulletin de veille thématique sur le commerce régional.



Les interprofessions en Afrique de l'Ouest

La capitalisation des expériences innovantes d'interprofessions agricoles pour répondre à la demande des marchés urbains a été lancée en 2015, en partenariat avec le Larès, membres d'IR. En 2016, la première étape de recensement des interprofessions a été poursuivie avec la finalisation du recensement au Burkina Faso, au Niger et au Bénin et un élargissement des recherches vers le Mali et la Guinée a été lancé. Un document d'étape présentant une douzaine d'interprofessions au Bénin, au Burkina, au Niger a été réalisé.

Enseignements à retenir, difficultés rencontrées et perspectives pour 2017

Le processus du premier appel à capitalisation lancé par le Roppa a été marqué par de nombreux tâtonnements au niveau méthodologique et des difficultés dans la planification des activités d'accompagnement sur le moyen terme lié à l'accès difficile aux ressources pour le Roppa. Pour l'accompagnement sur le deuxième appel à capitalisation qui se poursuivra en 2017, une revue méthodologique est prévue pour renforcer l'appui apporté aux porteurs d'initiatives. Le partenariat avec le programme Pafao sera également poursuivi.

Les capitalisations sur les des interprofessions seront poursuivies en 2017.

C. Le pastoralisme et ses enjeux du local au régional

A l'initiative de plusieurs membres, l'Assemblée générale a décidé de développer le travail d'IR sur ce thème. A cela s'est ajouté le fait que le pastoralisme est aussi au centre de plusieurs initiatives au Sahel et dans les pays côtiers, avec l'engagement de projets d'envergure. Deux autres éléments renforçaient également l'argumentaire pour poursuivre le travail entamé en 2015 : La situation des pasteurs, toujours difficile, et le fait que le pastoralisme soit vraiment une problématique régionale en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le pastoralisme est aussi au centre d'initiatives du RBM sur les filets sociaux (cf. plus loin).

Appui au processus de capitalisation des marchés à bétail en Afrique de l'Ouest du RBM

L'appui au processus de capitalisation des marchés à bétail en Afrique de l'Ouest a été entamé en 2013, et marqué par deux ateliers en 2015 autour des marchés à bétail de Fada N'Gourma (Burkina Faso) et Gogonou (Bénin) réalisé avec Jade Productions et la réalisation des rapports de capitalisation sur ces expériences. En 2016, l'ET d'IR a participé en juillet, au côté du RBM, à l'*atelier régional de capitalisation des expériences réussies de construction et de gestion des marchés à bétail*, organisé par le Praps, au cours duquel les premiers résultats des capitalisations des marchés à bétail de Fada ont été présentés. En fin d'année, a été préparée la mission de capitalisation sur les marchés à bétail de la région du Ferlo au Sénégal, qui aura lieu au premier trimestre 2017. Cette opération de capitalisation devrait se terminer dans les douze mois.

Veille active et participation à de nombreuses rencontres sur le pastoralisme

Tout au long de l'année, IR a participé à des rencontres sur ce sujet comme le *Forum Paysan* du Fida, l'atelier régional de capitalisation des expériences réussies sur la construction et la gestion des marchés à bétail par le PRAPS avec RBM (cf. ci-dessus), la session du séminaire de l'AFD sur « les Communs » consacré au pastoralisme, l'atelier d'Acting for life sur « module sur la mobilité », la rencontre régionale de haut niveau sur le pastoralisme à Lomé en septembre.
IR s'est aussi mobilisé pour suivre plusieurs opérations comme les initiatives Predip (Programme régional de dialogue et d'investissement pour le pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest) et Pridec (Programme régional d'investissement en faveur de l'élevage dans les pays côtiers). IR a aussi participé à des échanges avec AFL, AVSF, VSF, RBM autour de l'initiative de l'Union européenne mettant en place un fonds fiduciaire d'urgence en particulier pour le Sahel.

Grain de sel Pastoralisme

Le prochain numéro de la revue *Grain de sel* sera consacré au pastoralisme en Afrique de l'Ouest et du Centre. Une réunion a été organisée dans les bureaux d'Inter-réseaux à Ouagadougou le 27 octobre 2016, afin d'échanger sur le cadrage et les articles de ce numéro. C'est une douzaine de personnes (membres et partenaires) qui ont participé à la définition de ce numéro (angle, contenu, auteurs, etc.) soit lors de la réunion soit à distance de celle-ci. Il a ainsi été décidé d'orienter ce numéro double autour de la question de l'avenir du pastoralisme. Il sera recherché les points de controverses, de divergences pour éclairer le débat.

Enseignements à retenir, difficultés rencontrées et perspectives pour 2017
Si en 2016, le cycle sur le pastoralisme n'a pas eu l'ampleur espérée, la finalisation des capitalisations, la réalisation du dossier de *Grain de sel* et les valorisations qui pourront suivre à la fois du travail de capitalisation et de publication feront de 2017, une année importante pour ce cycle thématique.
Les attentes du RBM sur les résultats du travail de capitalisation sur les marchés sont fortes, car nécessaires pour nourrir et renforcer leur plaidoyer en faveur d'une meilleure insertion des éleveurs au sein des filières.

D. Le financement de l'agriculture, de la parcelle aux politiques

Le financement de l'agriculture constitue un enjeu majeur pour l'avenir de l'agriculture concernant à la fois l'accès des exploitations agricoles au financement mais aussi le financement des politiques agricoles nationales et régionales. Au vu de l'intérêt de ce sujet et de l'investissement de nombreux membres autour de cette thématique, celle-ci a constitué un axe de travail important en 2016.

Un* Grain de sel *sur le financement des exploitations familiales
Dix ans après un précédent dossier sur le financement des exploitations familiales ouest-africaines, Inter-réseaux a décidé de consacrer de nouveau un numéro de *Grain de sel* à ce sujet. Passant en revue les différents moyens qu'ont les exploitations familiales pour accéder aujourd'hui à des crédits, ce numéro s'interroge en particulier sur le rôle de l'Etat, dont l'implication dans ce domaine n'est désormais plus taboue, voire souhaitée.
14 personnes se sont activement impliquées dans la réalisation de ce numéro au côté de l'équipe technique d'IR. Ce travail a été possible également grâce à l'expérience très riche des membres dans ce domaine ainsi qu'à l'activité de veille entrepris depuis plusieurs années au niveau d'IR.
Les résultats de ce numéro ont en partie été valorisés lors d'une intervention à l'atelier du Roppa sur le financement des exploitations familiales en octobre 2016.

Quelques données sur le N° 72 de Grain de sel

- 14 articles & 36 pages au total
- 16 auteurs différents, dont 50% du Sud et 50% du Nord
- 5 000 exemplaires imprimés et envoyés à plus de 4 100 abonnés
- Version électronique envoyée à plus de 10 000 abonnés
- Un comité de rédaction composé de 14 personnes, dont 12 membres d'IR : Nedjma Bennegouch (SOS Faim Luxembourg), Roger Blein (Issala), Pierre Casal Ribeiro (Fondation Grameen Crédit Agricole), Jean-René Cuzon, Patrick Delmas (Reca-Niger), Stéven Le Faou (Afdi), Anne Lhériau (Fert), Philippe Massebiau (Farm), Marc Mees (SOS Faim Belgique), Gilles Mersadier (Afrique verte international), Gifty Narh (Corade), Anne Panel (Fert), Sébastien Subsol (ministère des Affaires étrangères et du Développement international), Claude Torre (AFD)

Une synthèse sur l'aide publique agricole
Un bulletin de synthèse a été réalisé sur la réalité et les formes du regain d'intérêt des bailleurs de fonds internationaux pour l'agriculture depuis 2008. Sa réalisation

a mobilisé une dizaine de personnes, membres et partenaires d'IR, qui ont participé à la rédaction et à la relecture du document.
Ce BDS a également tiré enrichi par le travail important de veille sur le financement des politiques publiques engagé depuis plusieurs années, à la fois sur internet et en couvrant des événements liés à ce sujet (débat organisé par le Gembev en novembre 2015, journée d'étude de l'Istom sur le financement de l'agriculture, etc.).

Rendez-vous des membres autour du financement des exploitations

Une rencontre des membres a été organisée à Ougadougou en octobre 2016. A la demande des personnes présentes, elle a été l'occasion pour eux d'échanger en particulier sur leurs pratiques et questionnements dans le domaine du financement des exploitations familiales. Fert, AVSF et Corade ont ainsi présenté leur expérience dans ce domaine. Jade a initié par ailleurs une réflexion collective autour des produits de capitalisation. Un Bulletin du réseau reprenant les principaux éléments de cette journée d'échanges a été réalisé et diffusé aux membres d'IR.

Enseignements à retenir, difficultés rencontrées et perspectives pour 2017

IR doit encore progresser dans la valorisation de ses publications, d'autant plus que celles-ci mobilisent de nombreuses personnes sur un temps long (plusieurs mois pour la revue *Grain de sel*). Cette réflexion est à l'ordre du jour du Comité de publication d'IR.
La rencontre des membres sur le thème du financement et sur les produits de capitalisation a été très appéricée par les participants, qui en ont témoigné dans le Bulletin du réseau :

- « *Suite à ma première participation, je trouve intéressant de rencontrer les staffs des autres structures membres du réseau. Il serait intéressant de continuer dans la dynamique de faire connaitre Inter-Réseaux à d'autres personnes des équipes techniques des organisations membres d'IR au-delà des référents habituels.* »
- *« Les rencontres entre membres sont intéressantes mais peuvent l'être encore plus en termes de formation sur certaines thématiques. Pour ce faire, il sera nécessaire pour les prochaines rencontres de mieux peaufiner l'angle sous lequel la thématique sera abordée en mettant en avant avec des points d'analyse transversale, ce qui permettra aux membres de repartir avec des éléments de synthèse clairs. »*
- *« Pour le moment, IR joue plus un rôle de production, d'agrégation et de diffusion d'information, mais il y a peut-être un travail sur comment faire de tout cela des outils de changement. Il faut également travailler à une éducation à la vie de réseau : documenter nos expériences de travail en commun et en partager les résultats et la plus-value à d'autres organisations. »*

Cette expérience et les retours des membres encouragent à approfondir cette dynamique.

2.3. MOBILISATIONS SUR D'AUTRES THEMES

A. Pratiques agricoles durables

Dans la continuité des actions entamées en 2015, la thématique de l'agroécologie et des pratiques résilientes a pris de l'ampleur en 2016.

Capitalisation des bonnes pratiques de résilience

Sous la coordination de Jade Productions, IR a répondu à un appel d'offre du Cilss dans le cadre de l'initiative Agir en Afrique de l'Ouest pour la réalisation d'une capitalisation des bonnes pratiques de résiliences dans la région. Le travail a été finalisé en octobre 2016 par la tenue d'un atelier de validation des supports de capitalisation. Cette activité en binôme avec Jade a permis d'élaborer une diversité de supports de capitalisation : une brochure illustrée, un film de témoignage, des clips ainsi qu'une stratégie de communication à destination du Cilss. Les supports semblent avoir été appréciés par le commanditaire et ses principaux partenaires au sein de l'Alliance Agir.

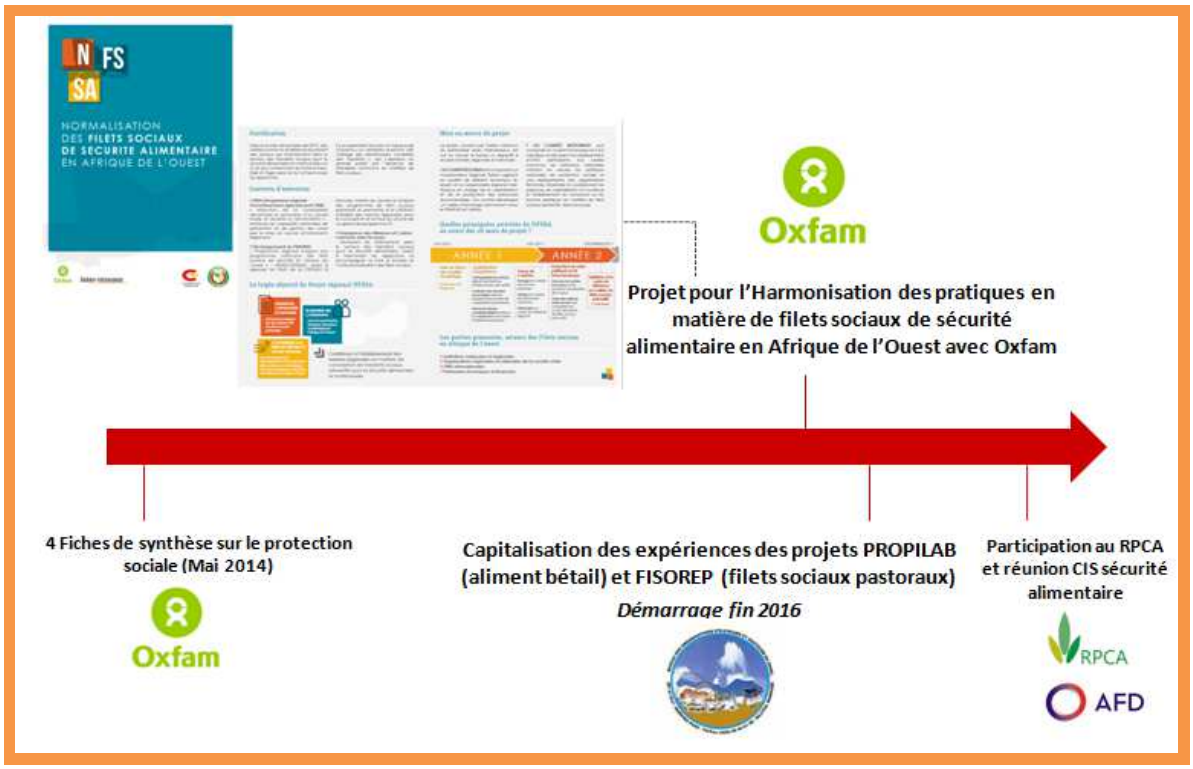
Inter-réseaux doublement mobilisé au coté de ses membres pour un appel à propositions de l'Araa

Inter-réseaux s'est positionné avec le Roppa sur l'appel à propositions lancé par l'Araa sur *les opération innovantes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest* dans le cadre du projet d'appui à la capitalisation des pratiques agricoles résilientes portées par les OP. Le contrat a été signé en fin d'année 2016 pour un démarrage effectif des activités au début d'année 2017.

Sur ce même appel, IR s'est modestement engagé dans le montage d'un projet avec AVSF sur « la capitalisation d'expériences pour le développement de techniques agroécologiques résilientes en Afrique de l'Ouest ». Les activités de ce projet se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2017.

B. Filets sociaux

Le thème des filets sociaux et de la protection sociale des personnes vulnérables avait été amorcé en 2014 par la production de fiches pédagogiques. En 2016, le thème a repris de l'ampleur au sein des activités de l'Inter-réseaux grâce au lancement d'un projet en partenariat avec Oxfam sur la problématique de l'harmonisation des pratiques en matière de filets sociaux au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Les activités de ce projet ont démarré en Septembre 2016 par une première phase de capitalisation dans les trois pays sus cités. Le projet se poursuivra jusqu'à la fin 2017.
En complément de cette opération, Inter-réseaux a répondu positivement à une sollicitation du RBM sur des activités de capitalisation d'expériences innovantes développées dans le cadre des projets Profilab[2] et Fisorep[3]. Dans le cadre du Fisorep, Inter-réseaux a participé à l'atelier de lancement du projet en Septembre à partir duquel a été élaboré un processus de capitalisation dont les principales activités se dérouleront en 2017.



C. Les jeunes

Entamé en 2015 le dossier de *Grain de sel* sur les jeunes a été achevé au premier semestre 2016. Pour rappel, ce numéro de 44 pages a été réalisé en partenariat

2 Ce projet vise d'une part à construire les bases de la viabilité économique et sociale des dispositifs de proximité d'approvisionnement en aliment bétail, et d'autre part à établir des mécanismes efficaces d'articulation entre les banques d'aliments du bétail (BAB) et les dispositifs nationaux. Le projet intervient dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal).
3 Ce projet a pour objectif de renforcer la résilience des pasteurs et agropasteurs face au changement climatique, grâce à la fourniture d'un soutien aux familles d'éleveurs confrontés aux crises alimentaires et pastorales, et à l'utilisation de filets sociaux de sécurité innovants.

avec le réseau FAR et a vu l'implication de 17 personnes, dont 10 membres, au côté de l'équipe technique d'IR.
Ce numéro de *Grain de sel* a été l'un des points de départ d'une dynamique de réflexion collective au sein de la commission Agriculture et Alimentation (C2A) de la Coordination Sud. L'équipe d'IR s'est associée à ce « groupe Jeunes » qui rassemble aussi plusieurs membres d'IR (Fert, AVSF, Iram). Au-delà de l'intérêt des thèmes qui y sont traités, la participation à ce groupe permet de renforcer le partenariat technique avec la C2A.
Le travail de veille sur la thématique a évidemment continué en 2016 et le sera également en 2017 avec un focus plus fort sur les enjeux des jeunes éleveurs, en lien avec l'Apess.

D. Et encore d'autres sujets à l'agenda…

En 2016 IR a aussi abordé, de façon plus ponctuelle, quelques autres sujets comme la problèmatique des stocks alimentaires et des réserves régionales (participation d'IR à un atelier sur les stocks organisé par SOS Faim au Niger en février ; réponse avec Oxfam à un appel à projets de l'Araa sur la mise en place d'une campagne de communication dans le cadre de la mise en place de la réserve régionale), ou les résultats de la Cop 21 (réalisation d'un deuxième bulletin de veille thématique) ou bien encore le processus des Objectifs du développement durable (préparation d'un bulletin de veille thématique). IR a aussi poursuivi la publication de la veille mensuelle réalisée sur le riz (Inforiz) et envoyé tous les deux mois à ses membres et partenaires présents au Burkina, une revue de presse sur le développement rural au Burkina Faso.

2.4. PRINCIPAUX RESULTATS

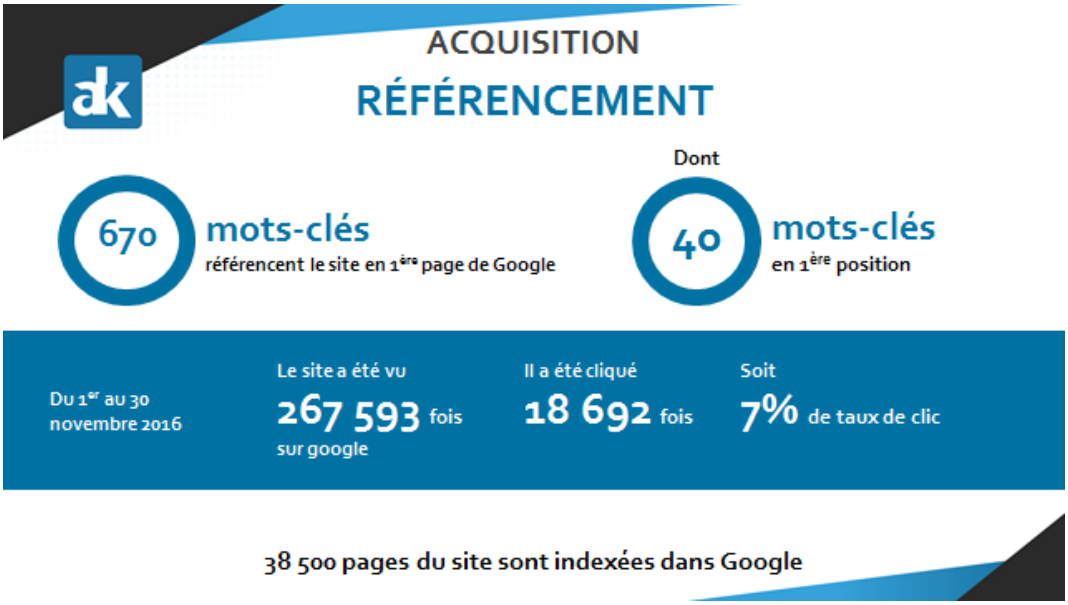
En lien avec les 3 axes du Pos, IR peut afficher pour 2016 à la fois des résultats quantitatifs et qualitatifs intéressants.

Publications	Nombre d'abonnés au 15/12/2016 (version numérique)
Grain de sel (2 numéros diffusé en 2016)	10 575
Bulletin de veille (25 N° diffusés dont 2 BDV thématiques)	10 575
Bulletin de synthèse (6 N° en 2016)	10 575
Inforiz (12 N° en 2016)	1 747
Publications en anglais	1 449

En dehors des séries détaillées ci-dessus, s'ajoutent plus de 15 publications (capitalisations, synthèses, comptes rendus, etc.).

Quant aux effets du travail d'IR, s'ils peuvent se mesurer à la progression de données quantitatives (progression continue des abonnements par exemple), il peut aussi s'apprécier par l'importance des sollicitations reçues (pour réaliser des travaux de capitalisation, pour répondre en consortium à des appels d'offres ou appels à projets, pour participer à des rencontres, etc.) y compris de la part d'acteurs qui n'avaient pas encore travaillé avec IR comme le Cilss. Dans certaines opérations se sont les membres qui ont mis en avant le travail d'IR comme Issala auprès de Sanna consulting, Jade auprès de l'initiative Agir, RBM auprès du Praps, etc. en associant l'équipe technique à leurs travaux pour ces partenaires.

En termes de mise en réseau, IR a permis de renforcer avec des projets, des publications, des réunions thématiques, les échanges entre les membres et avec des partenaires. Autour de projets, différents membres ont eu l'occasion de travailler ensemble avec l'appui de l'ET renforçant en pratique le travail en réseau. Les différentes publications et travaux de terrain (enquêtes, capitalisations) peuvent contribuer à enrichir les futurs plaidoyers des membres et partenaires.
2016 aura aussi vu IR augmenter ses relations, ses opportunités de dialogue avec les institutions régionales d'Afrique de l'Ouest ce qui est une forme de reconnaissance du travail accompli et de l'intérêt pour ces institutions à la présence d'Inter-réseaux dans la région.
Enfin comme les autres années, les travaux d'IR sont visibles en bonne place sur le web (cf. ci-dessous extrait du rapport réalisé par AK Project mi-décembre 2016 concernant le référencement du site web d'IR sur Google) :



L'implication des membres dans les débats stratégiques, que cela soit lors de l'AG ou du processus d'appui du Cota (cf. ci-dessous) et le nombre de partenariats avec ses membres, confirme l'intérêt, l'utilité d'IR pour son membership.

Les effets du travail d'IR seront encore mieux connus en 2017 du fait de la poursuite du travail du Cota auprès des membres et partenaires et de l'évaluation prospective des publications qui sera réalisée.

3. LES MEMBRES AU CENTRE DES ACTIVITES D'IR

Les membres d'IR sont originaires de plusieurs cercles : des réseaux régionaux d'organisations de producteurs ; des ONG d'appui aux producteurs ou intervenants dans le développement rural ; des bureaux d'études ; des réseaux et des think tank africains ; des structures locales travaillant dans le registre de l'information au monde rural ; des individus membres de l'association IR à titre personnel.
L'association Inter-réseaux rassemble comme membres des personnes physiques (chercheurs, praticiens du développement, consultants, salariés d'ONG ou d'organisations internationales, etc.) et des personnes morales. En 2016, celles-ci

sont : Afrique verte international (AVI), Agriculteurs français et développement international (Afdi), Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), Améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles (Agter), Association Jade Burkina, Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (Apess), Agence Corade, Fert, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm), Groupe de recherche et d'action sur le foncier (Graf), Initiative prospective agricole et rurale (Ipar), Innovation environnement développement Afrique (IED Afrique), Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram), Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares), Réseau Billital Maroobé (RBM), Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), Service d'appui aux initiatives locales de développement (Saild), SNV Afrique de l'Ouest et Centrale, SOS faim Belgique, SOS faim Luxembourg.

3.1. DES PARTENARIATS D'ORDRES DIFFERENTS

Les membres, qu'ils s'agissent des individus ou des organisations, sont impliqués pour IR de différentes façons :

- Soit c'est l'équipe technique qui s'appuie sur les savoirs, les compétences, des membres pour réaliser une capitalisation, une publication, une animation, etc.
- Soit c'est un membre qui souhaite un partenariat avec l'équipe technique d'IR autour des compétences de cette dernière, qu'il perçoit comme complémentaires à ses propres savoirs. IR apportant alors une carte supplémentaire au membre dans sa réponse à un appel à projet ou un appel d'offre par exemple.
- Soit dans une formule mixte, un membre va solliciter IR pour monter ensemble une opération et en réponse c'est à la fois l'ET et un autre membre qui s'impliquent au côté du demandeur.

Ces partenariats, au sein de réseau, peuvent être placés à un niveau technique mais peuvent aussi permettre de mobiliser des fonds supplémentaires pour IR ou pour ses membres.

3.2. APPUI-CONSEIL AUX MEMBRES

Au-delà des partenariats tels que décrits ci-dessus, un membre peut aussi demander l'appui d'IR non pas uniquement pour réaliser une opération ponctuelle mais pour renforcer ses compétences sur la durée dans les métiers de gestion de l'information, de la capitalisation, de la diffusion et de la mise en réseau.
En 2016, IR a développé ces formes d'appui-conseil à ses membres. Deux exemples :

- Accompagnement du Roppa et de RBM dans le cadre de leur processus de capitalisation ; Il ne s'agit pas ici de réaliser ou d'accompagner une capitalisation spécifique mais d'accompagner l'organisation dans sa démarche générique de capitalisation.
- Appui au Roppa pour monter un dossier de projet en partenariat avec IR qui sera ensuite porté et déposé auprès d'un bailleur de l'Araa.

Pour aller plus loin, des discussions ont été entamées avec les réseaux d'OP membres d'IR pour la mise en place d'accords-cadres dans lesquels des formats d'appui-conseil seront inclus.

3.3. DES MEMBRES IMPLIQUES POUR LA REALISATION DES ACTIVITES

Comme cela est décrit plus haut, sur chaque activité réalisée par IR des membres sont partie prenante avec l'équipe technique. Cette implication a pu également être d'ordre financier (les membres ont contribué à hauteur de 15% au budget de l'année). Au-delà d'activités spécifiques liées à un thème, les membres sont aussi impliqués dans différents processus tels que :

- Les différents comités de rédaction des numéros de *Grain de sel* et des Bulletins de synthèse. Cela signifie participer au choix de l'angle de traitement du sujet, à la définition du contenu, à l'identification d'auteurs ou de contributeurs, à la relecture de tout ou partie des dossiers.
- Dans le processus de veille informationnelle, des membres aident à repérer des informations, documents, etc. et, en particulier pour les bulletins de veille thématiques, ils participent à la sélection des sources.

3.4. DES MEMBRES MOBILISES DANS LES REFLEXIONS STRATEGIQUES ET LA CONSTRUCTION DU RESEAU

L'année 2016 a vu se développer un travail de réflexion stratégique qui a mobilisé les membres à plusieurs niveaux. Tout d'abord lors de l'assemblée générale (cf. ci-dessous) ainsi qu'au niveau du Conseil d'administration (CA) qui a nommé en son sein un comité de pilotage chargé d'orchestrer la réflexion stratégique. Ce comité, en lien avec le CA, a coordonné le travail d'une équipe de consultants du Cota recrutée pour aider IR à réfléchir sur des évolutions nécessaires sur plusieurs aspects : la gouvernance d'IR, les missions du pôle Europe et le modèle économique. Le Cota a mobilisé les membres de façon importante et sous plusieurs formes au cours du processus, (entretiens, focus group, questionnaire). Cette mission d'appui, qui se terminera en 2017 en amont de l'AG annuelle, doit permettre d'apporter des éléments pour prendre des décisions stratégiques importantes.

Afin de renforcer l'interconnaissance entre les membres, une réunion a été organisée à Ouagadougou en octobre (cf. plus haut). L'équipe technique a également continué à rencontrer des membres individuels et des équipes permanentes des organisations membres d'IR. Les deux focus group organisés par le Cota ont aussi permis de renforcer les liens entre les participants.

4. LA GOUVERNANCE D'INTER-RESEAUX

4.1. L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale annuelle s'est tenue à Paris le 1er juillet. Au-delà des aspects formels, des échanges importants ont mobilisé les membres sur des sujets stratégiques.

L'évolution de la gouvernance. Les membres souhaitent voir évoluer la gouvernance. Ces évolutions pourront se travailler autour de l'idée de collèges de membres en fonction de certains critères et d'une structuration différente du Conseil d'administration plus en cohérence avec l'évolution de la composition de l'AG en cours depuis quatre ans.

La place des prestations de services dans le programme annuel d'IR. Les participants à l'AG se sont accordés sur la nécessité des prestations et des projets pour l'équilibre du budget et l'intérêt qu'ils peuvent représenter pour le traitement de sujets placés à l'agenda d'IR. Ils ont toutefois insisté sur l'importance de limiter la place des prestations, afin d'éviter qu'elles ne se fassent au détriment des « activités d'intérêt général ». Pour cela les membres ont affirmé l'importance de définir et partager des règles claires permettant d'engager IR sur telle ou telle prestation.
L'accroissement des ressources financières d'IR via ses membres. Ce sujet a été décliné autour de 5 points : Révision du barème des cotisations ; Inclusion plus régulièrement d'IR par les membres dans leurs projets ; Réévaluation du montant des services rendus aux membres ; Contributions financières volontaires des membres ; Contributions en nature (mise à disposition de personnels, etc.). Il a été noté que les trois premiers points sont à étudier en priorité.
Les participants à l'AG ont confirmé le besoin de créer des connaissances thématiques pour les membres (information, capitalisation), IR devant être un incubateur d'idées car c'est sa légitimité et sa pertinence. Cela sera d'autant plus fort que les acteurs prenant part aux débats seront les plus diversifiés possibles et pourront exposer des opinions différentes.
Cette AG a aussi été l'opportunité de faire le tour des thèmes, sujets, sur lesquels IR devra se concentrer dans les mois et années à venir.

4.2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La composition du Conseil d'administration élu en 2014 est la suivante :
- Nedjma BENNEGOUCH qui représente SOS Faim Luxembourg,
- Jean-Jacques BOUTROU qui représente AVSF,
- François DOLIGEZ qui représente l'Iram (président),
- Mamadou GOÏTA qui représente Afrique verte internationale,
- Gifty GUIELLA NARH qui représente Corade,
- Laure HAMDI qui représente Afdi (trésorière),
- Marc MEES qui représente SOS Faim Belgique (secrétaire général),
- Gilles MERSADIER,
- Souleymane OUATTARA qui représente Jade Burkina,
- Bio Goura SOULE qui représente le Lares.

En 2016 suite à une décision de l'AG ordinaire 2016, le représentant du Roppa, Ibrahima Coulibaly a remplacé Nedjma Bennegouch qui représentait SOS Faim Luxembourg et qui a dû se retirer.

Le Conseil d'administration s'est réuni cinq fois au cours de l'année et le bureau s'est réuni deux fois sur des aspects plus opérationnels.

Au-delà du suivi des dossiers courants, le CA et le bureau ont concentré leurs activités et réflexions en 2016 sur les points principaux suivants :
- Validation des thèmes mis à l'ordre du jour du programme annuel ainsi que les thèmes des principales publications, sur recommandation du Comité de publication ;
- Décisions concernant l'engagement d'IR suite aux différentes sollicitations reçues ainsi qu'aux appels à projets et appels d'offres auxquels IR pouvait répondre ;

- Nomination d'un comité de pilotage pour la structuration, la mise en place et le suivi de la mission d'appui stratégique du Cota. Le CA a aussi suivi du travail du Cota (réunion spécifique du conseil d'administration en décembre 2016) ;
- Validation du recrutement d'une nouvelle chargée de mission ;
- Renforcement de la gestion comptable de l'association.

4.3 LE COMITE DE PUBLICATION

2016 a vu le renforcement du rôle du Comité de publication d'Inter-réseaux. Deux réunions ont été organisées en 2016, le 15 juin et le 16 décembre. Entre ces réunions, de nombreux échanges ont eu lieu par mail et téléphone.

Composé de membres d'IR, le Comité de publication est une instance garante de la ligne éditoriale des publications, aux côtés de l'équipe technique. Son rôle est complémentaire à celui des comités de rédaction (constitués pour chaque numéro de *Grain de sel* et de Bulletin de synthèse, dont le rôle est technique). C'est une instance de conseil au service du Conseil d'administration. Plus spécifiquement son rôle est :
- d'émettre des recommandations sur la stratégie de publication d'IR ;
- de proposer des thématiques ;
- d'apprécier globalement les publications d'IR.

En plus de superviser les publications courantes d'IR, le Comité de publication a travaillé sur plusieurs chantiers en 2016 et en particulier :
- réflexion sur la définition de la ligne éditoriale d'IR et sur le lancement d'une évaluation de la stratégie de publication d'Inter-réseaux ;
- développement de la présence d'IR sur les réseaux sociaux.

Les travaux du Comité de publication se poursuivront naturellement en 2017, avec le pilotage de l'évaluation des publications d'IR devant permettre au réseau de revoir sa politique de publication (formats des publications, outils de diffusion, publics cibles, etc.). Le développement des réseaux sociaux, amorcé fin 2016, se poursuivra en 2017.

Un des enjeux de l'année 2017 sera de maintenir cette dynamique collective productive et positive et d'élargir la composition du Comité de publication à des membres ouest-africains.

Fin 2016, les membres du Comité de publication sont : Roger Blein, Jean-René Cuzon, Patrick Delmas, François Doligez (Iram), Stéven Le Faou (Afdi), Anne Lhériau (Fert), Gilles Mersadier, Philippe Massebiau (Farm), Marc Mees (SOS Faim Belgique), Sébastien Subsol.

LA STRUCTURE OPERATIONNELLE D'INTER-RESEAUX

En 2016, l'équipe permanente d'Inter-réseaux était constituée des personnes suivantes (par site et par ordre de recrutement) :

NOM Prénom	Fonction	Date d'arrivée à IR (fin de contrat)	Temps de travail
Personnels en poste à Paris			
LOPY Sylvie	Secrétaire de direction	Avril 2005	Temps partiel
JACQMIN Christophe	Directeur	Avril 2007	Temps plein
PELON Vital	Chargé de mission animation réseau	Février 2011 (juillet 2016)	Temps plein
STUHRENBERG Liora	Chargée de mission animation réseau	Juin 2013	Temps plein
Personnels en poste à Ouagadougou			
TEYSSIER Joël	Chargé de mission animation réseau	Juillet 2007*	Temps plein
OUATTARA Nadia	Chargée de mission animation réseau	Décembre 2014	Temps plein
TAMINI Flora	Secrétaire	Mars 2015	Temps plein
SANKARA Karim	Chauffeur Agent de liaison	Décembre 2015	Temps plein
GUILLET Marion	Chargée de mission animation réseau	Février 2016	Temps plein

* Joël Teyssier est en poste à Ouagadougou depuis septembre 2014 et représente Inter-réseaux pour l'Afrique de l'Ouest.

Au cours de l'année, l'équipe permanente a été renforcée par deux stagiaires. L'une à Paris, Elise Bouedron, qui a travaillé, aux côtés des chargés de mission, sur les publications durant deux mois et demi. L'autre à Ouagadougou, Sébatou Nabaloum, durant quatre mois sur l'animation du réseau.

L'équipe technique a aussi été renforcée sur les aspects de gestion comptable et financière par l'implication de l'équipe de gestion d'Afdi.

Inter-réseaux
Développement rural

RAPPORT FINANCIER 2016

1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 2016

1.1. BILAN ACTIF

ACTIF	31/12/2016	31/12/2015
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**7 612**	**9 458**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	3 985	5 831
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 627	3 627
DEPOT ET CAUTIONNEMENT		
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**185 279**	**396 497**
CREANCES	52 277	382 115
Fournisseurs, personnel av. et acpte	24	18
Organismes sociaux	120	184
Subventions à recevoir	48 813	378 590
Autres comptes débiteurs		2 762
Produits à recevoir	3 321	560
COMPTES DE REGULARISATION	5 191	6 301
Charges constatées d'avance	5 191	6 301
COMPTES FINANCIERS	127 811	8 081
Valeurs mobilières de placement		
Banques (soldes débiteurs)	127 612	7 750
Caisse	199	331
TOTAL ACTIF en EURO	**192 891**	**405 955**

1.2. BILAN PASSIF

PASSIF	31/12/2016	31/12/2015
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	**54 666**	**52 700**
Fonds associatif		
Report à nouveau	52 700	85 698
Résultat de l'exercice	1 967	-32 998
Subventions d'équipement		
Provision pour risques et charges		
Fonds dédiés		
COMPTES DE TIERS	**138 224**	**353 255**
DETTES	76 020	161 286
Personnel et comptes rattachés	6 234	9 574
Organismes sociaux	23 613	31 754
Etat		
Autres comptes créditeurs	17 533	17 533
Charges à payer	28 640	102 426
COMPTES DE REGULARISATION	62 204	40 268
Produits constatés d'avance	60	
Subventions constatées d'avance	62 144	40 268
COMPTES FINANCIERS		151 701
Banques (soldes créditeurs)		151 701
TOTAL PASSIF en EURO	**192 891**	**405 955**

1.3. COMPTE DE RESULTAT

CHARGES	2016	2015
ACHATS	**9 644**	**11 154**
Fournitures et petit équipement	*5 412*	*7 371*
Fournitures administratives	*4 231*	*3 783*
SERVICES EXTERIEURS	**146 340**	**232 240**
Sous-traitance	*104 293*	*184 530*
Locations et charges locatives	*36 055*	*39 115*
Entretien et réparations	*2 854*	*5 290*
Assurances	*2 876*	*2 966*
Documentation	*261*	*340*
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**101 998**	**140 287**
Prestations services		*91*
Honoraires	*20 169*	*15 926*
Publicité et publications	*23 613*	*25 603*
Frais de déplacement	*27 196*	*46 429*
Frais de missions	*20 873*	*36 820*
Frais de réception	*1 117*	*4 608*
Téléphone	*6 782*	*7 225*
Frais postaux	*326*	*435*
Frais bancaires	*1 920*	*3 149*
IMPOTS ET TAXES	**2 887**	**3 384**
Taxes sur les salaires		
Autres impôts	*2 887*	*3 384*
CHARGES DE PERSONNEL	**290 749**	**304 018**
Rémunérations du personnel	*212 327*	*213 269*
Charges sociales	*69 258*	*79 237*
Autres charges de personnel	*9 164*	*11 513*
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		**127**
CHARGES FINANCIERES	**258**	**1 046**
CHARGES EXCEPTIONNELLLES	**1 009**	**1 297**
Charges exceptionnelles	*1 009*	*1 297*
VNC des immobilisations cédées		
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**6 658**	**5 163**
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Contributions en nature	**40 508**	**41 225**
TOTAL CHARGES	**600 051**	**739 941**
EXCEDENT = TOTAL PRODUITS - CHARGES	**1 967**	
TOTAL en EURO	**602 018**	**739 941**

PRODUITS	2016	2015
RESSOURCES PRIVEES	**189 500**	**143 307**
Subventions privées	**183 770**	**138 450**
SOS Faim	50 167	45 740
Fondation de France	49 523	37 000
CFSI	18 012	10 000
Oxfam	18 023	
Autres	*48 046*	*45 710*
Autres produits	**5 730**	**4 857**
Cotisations	*2 680*	*1 662*
Vente et prestations de services	*1 315*	*1 805*
Autres	*1 735*	*1 389*
RESSOURCES PUBLIQUES	**366 961**	**517 491**
Subventions publiques d'origine internationale	**78 761**	**228 691**
Commission européenne		
Coopération Suisse	*78 761*	*206 424*
Autres		*22 267*
Subventions publiques d'origine nationale	**288 200**	**288 800**
Agence française de développement (AFD)	*283 200*	*285 000*
Ministère de l'Agriculture	*5 000*	*3 800*
Autres		
PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE		
PRODUITS FINANCIERS	**115**	**2 500**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**325**	
Produits exceptionnels	*325*	
Produits de cession d'éléments d'actif		
Reprise sur provisions		
Quote part subvention investissement		
Reprise sur fonds dédiés		
Transferts de charges	**4 609**	**2 420**
Contributions en nature	**40 508**	**41 225**
TOTAL PRODUITS	**602 018**	**706 942**
DEFICIT = TOTAL CHARGES - PRODUITS		**32 998**
TOTAL en EURO	**602 018**	**739 941**

En intégrant les contributions volontaires, le montant total des produits du compte de résultat se monte à **602 018 €**.

1.4. CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AU COMPTE

Les comptes 2016 ont été certifiés par le Commissaire aux comptes mandaté par l'Assemblée générale conformément à la loi en vigueur. Il s'agit de Monsieur Jean-Claude Hénon. Son rapport est disponible sur demande.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2016

En exécution de la mission qui m'a été confiée, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'ASSOCIATION « INTER-RESEAUX DEVELOPPEMENT RURAL », tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- la justification de mes appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes qui ont été arrêtés et font apparaître un total de bilan de 193 023 € et un résultat bénéficiaire de 1966.72 €.

I - Opinion sur les comptes annuels

J'ai effectué mon audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. J'estime que mes contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion, exprimée ci-après.

Je certifie que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que celles auxquelles j'ai procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

III - Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

AULNAY SOUS BOIS, le 13 mars 2017
Le Commissaire aux Comptes

Jean-Claude HENON

1.5. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2016

Le budget global d'Inter-réseaux (600 k€) est en diminution de 11% par rapport à 2015 (739 k€).
IR a maintenu la diversité de ses partenaires techniques et financiers 2016 (soit 12 au total sur l'exercice), avec des conventions signées à la fois avec des acteurs basés en Afrique et en Europe.
2016 est la deuxième année de la mise en œuvre de convention triennale signée avec l'AFD : ce partenariat est très important pour l'association puisque la subvention AFD représente 47% du budget total (valorisations incluses).
La proportion entre les principaux postes de dépenses a peu évolué entre 2016 et 2015.

La situation financière revient à l'équilibre : le résultat d'exploitation est excédentaire de **1 967** euros après un exercice 2015 qui avait été déficitaire de 32 998 euros.

Le solde des fonds propres au 31 décembre 2016 est positif à hauteur de **54 666 euros**.

2. PRESENTATION ANALYTIQUE DU COMPTE DE RESULTAT 2016

2.1. ÉTAT DES EMPLOIS POUR L'EXERCICE 2016

Emplois	Réalisé 2015		Prévisionnel 2016		Réalisé 2016	
	Charges	charges valorisées	Charges	charges valorisées	Charges	charges valorisées
Investissement technique et mobilier	1 741		3 200		3 604	
Fournitures et consommables	20 953		21 360		22 799	
Etudes ou expertises réalisées au nord et au sud	30 652		35 000		86 297	
Personnel permanent	296 172		302 600		275 408	
Personnel en appui ponctuel (valorisation du bénévolat)		41 225		40 000		40 508
Activités (animations, rencontres, actions réalisées par des membres avec appui IR)	92 515		51 500		71 853	
Fonds d'études DDC	151 868		-		0	
Outils de communication et outils pédagogiques	29 946		43 000		31 816	
Missions de courte durée	12 860		31 900		10 142	
Audits / revue mi parcours du Pos	7 220		4 800		8 520	
Autres dépenses et imprévus	8 235		13 100		8 709	
Fonctionnement administratif	46 554		41 260		40 395	
TOTAL	**698 715**	**41 225**	**547 720**	**40 000**	**559 543**	**40 508**
Total pour l'année	**739 940 €**		**587 720 €**		**600 051 €**	

Commentaires

Si l'on ne tient pas compte pour 2015 des dépenses réalisées pour les études financées sur des fonds DDC (opération exceptionnelle) le montant total des dépenses est stable entre 2015 et 2016, et conforme au budget prévisionnel présenté lors de l'AG en 2016.
Certaines lignes ont varié entre 2015 et 2016 cela s'explique par la baisse des effectifs de l'équipe technique basée à Paris. Pour compenser cela et assurer la réalisation de ses missions, IR a mobilisé plus de ressources humaines sous formes de contrats de prestations (en particulier parmi les membres).

2.2. ÉTAT DES RESSOURCES POUR L'EXERCICE 2016

Ressources	Réalisé 2015		Prévisionnel 2016		Réalisé 2016	
	ressources	ressources valorisées	ressources	ressources valorisées	ressources	ressources valorisées
Ressources privées	***148 227***	***41 225***	***178 220***	***40 000***	***188 566***	***40 508***
SOS Faim Luxembourg	25 240		22 520		22 752	
SOS Faim Belgique	20 500		24 500		27 415	
Fondation de France	37 000		29 000		49 523	
CFSI	10 000		9 000		18 012	
Autres ONG & fondation	11 306		3 600		9 194	
Organisations Paysannes	21 295		25 000			
Bureau Issala	13 109		9 000		23 310	
Jade Production			10 000		9 559	
Oxfam			40 000		18 023	
Bénévolat		41 225		40 000		40 508
Autres ressources (adhésions, produits financiers, etc.)	9 778		5 600		10 779	
Ressources publiques	***517 490***	***0***	***369 500***	***0***	***372 944***	***0***
AFD	285 000		280 000		283 200	
Ministère français de l'Agriculture	3 800		0		5 000	
DDC	206 424		89 500		78 761	
Org. Intl Francophonie	11 415		0		0	
UICN	10 852		0		0	
CILSS	0		0		5 983	
TOTAL	**665 717**	**41 225**	**547 720**	**40 000**	**561 510**	**40 508**
Total par année	**706 942**		**587 720**		**602 018**	

Commentaires

Le montant des ressources collectées est en diminution de 15% par rapport à 2015 : cela s'explique par la fin de la composante « fonds d'études » de la convention DDC (151 k€ en 2015). Si l'on exclut ce fonds le budget d'IR a progressé de 9% avec une augmentation importante (en montant et en pourcentage) des fonds d'origines privées qui représentent 38% (valorisations incluses) du total des ressources.
La diversification de l'origine des fonds se maintient avec des financements qui proviennent d'une douzaine de partenaires techniques et financiers avec pour certains des appuis à pour plusieurs opérations, projets (c'est par exemple le cas pour la Fondation de France, SOS Faim).
15% des ressources d'IR proviennent en 2016 de ses membres et 25% des ressources ont été acquises à partir du Bureau de Ouagadougou. En incluant les fonds AFD c'est au total 25% des ressources 2016 qui proviennent d'engagement financiers pluriannuels (le plus souvent des contrats sur 3 ans).

2.3. VALORISATION DU BENEVOLAT

Il est légalement et comptablement possible pour une association d'évaluer financièrement l'importance du temps bénévole accordé par ses membres ou d'autres personnes. Pour la première fois en 2009, Inter-réseaux a fait cet exercice et continue de le réaliser tous les ans.

En effet, l'apport d'appuis bénévoles est important, en particulier par :

- la mobilisation de membres pour aider à repérer des références pour les différents bulletins de veille, les contributions apportées sous différentes formes aux dossiers de *Grain de sel* (auteurs, membres du Comité de rédaction, etc.), aux bulletins de synthèses et aux autres publications.
- les personnes qui se mobilisent sur les cycles thématiques et les réflexions stratégiques.
- les membres qui appuient Inter-réseaux sur des activités de gestion et de suivi général des activités.

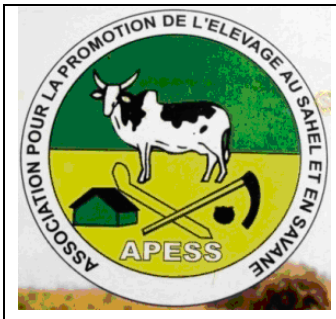
Au total, ces implications bénévoles ont été évaluées à l'équivalent de 12 mois de travail pour une personne à temps plein. Cela aide à matérialiser la réalité du travail en réseau et la participation importante de personnes impliquées, soit ponctuellement sur un sujet, soit de façon récurrente tout au long de l'année.
L'évaluation financière de ces contributions a été construite à partir des recommandations de l'AFD. Les modes de calculs ont ensuite été présentés au Commissaire aux Comptes qui les a validés. Cette valorisation qui apparaît à la fois au niveau des ressources et des dépenses a représenté pour 2016, 40 507,92 €.

Inter-réseaux
Développement rural

ANNEXE

PRESENTATION DES MEMBRES INSTITUTIONNELS EN QUELQUES MOTS

	Afrique verte Internationale (AVI) œuvre au renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des OP et groupements de commercialisation pour qu'ils soient, au sein de la société civile, des interlocuteurs reconnus sur les questions de développement agricole et durable et étroitement associés à la définition des politiques sectorielles http://www.afriqueverte.org/
	Agriculteurs français et développement international (Afdi) souhaite être un vecteur d'échange entre le monde agricole des pays du Nord et du Sud. La sensibilisation du monde rural aux enjeux des agricultures en développement, les échanges culturels et techniques entre agriculteurs ou encore l'organisation de dialogues politiques entre organisations agricoles sont autant d'activités que l'association juge prioritaires. http://www.afdi-opa.org
	Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) met son expertise au service des petits agriculteurs et mène des projets de développement dans lesquels la préservation et la gestion durable des ressources naturelles (eau, terres, forêts) est un axe essentiel d'intervention. AVSF soutient et accompagne les communautés rurales les plus menacées par l'exclusion et la précarité. L'objectif est de les aider à se doter de revenus et de moyens d'existence durables afin qu'elles maîtrisent mieux les conditions de leur propre développement. http://www.avsf.org/
	L'association **Améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles** (Agter) entend contribuer à l'amélioration de la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles et à la conception de nouvelles formes de gestion des ressources naturelles et foncières adaptées aux défis du XXI^{ème} siècle. Elle assure la promotion d'un processus permanent de réflexion et d'apprentissage collectif, destiné à aider les membres des organisations de la société civile et les autres acteurs concernés à s'informer, à formuler des propositions et à les mettre en pratique. http://www.agter.asso.fr/

	L'**Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane** (APESS) est une organisation internationale d'éleveurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle œuvre pour la rénovation de l'activité de l'élevage traditionnel et pour une meilleure implication des éleveurs dans le développement économique, politique et social des pays africains. L'APESS travaille dans le domaine du développement rural en général et le secteur de l'élevage traditionnel en particulier. Elle offre donc ses services aux éleveurs et agriculteurs, mais aussi aux responsables et acteurs de différents projets de développement rural. L'APESS conçoit cette tâche en tant que promotion du fondement d'un système agro-pastoral plus productif et générateur de revenus.
	L'**Agence Corade** est une entreprise de conseils et de formations. Elle s'identifie à une entreprise socialement engagée qui, tout en se finançant grâce ses prestations, s'engage dans l'appui à des dynamiques porteuses de changements durables aux plans social et environnemental. L'entreprise a pour ambition de promouvoir l'économie rurale en mettant l'accent sur le renforcement de l'autonomie et la responsabilité des individus, des communautés et institutions dans la prise en charge des défis du développement. www.corade.org
	A l'interface entre l'action et la recherche, la **Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde** (Farm) a pour objectif d'alimenter les réflexions des décideurs et des acteurs du développement en faisant avancer les débats, en expérimentant de nouvelles approches et en renforçant les capacités des acteurs, en particulier des organisations de producteurs. http://www.fondation-farm.org/
	Fert accompagne les agriculteurs dans la création d'organisations (groupements de producteurs, coopératives, caisses de crédit agricole, centres de formation …) leur permettant d'apporter des solutions durables aux problèmes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier et la défense de leurs intérêts. http://www.fert.fr/
	Le **Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier** est un réseau burkinabé de personnes de profil variés regroupant des gens travaillant et/ou s'intéressant à la problématique foncière, sous tous ces aspects, rural et urbain http://www.graf-bf.org/

	Innovation environnement développement Afrique (IED Afrique) est une organisation indépendante, à but non lucratif, basée au Sénégal, qui capitalise une quinzaine d'années d'expérience en Afrique de l'Ouest francophone. Elle intervient sur les problématiques de développement durable et de citoyenneté en Afrique en mettant l'accent sur les innovations méthodologiques et participatives. La démarche de IED Afrique est basée sur l'innovation méthodologique pour le renforcement des capacités des groupes vulnérables, la documentation des pratiques locales et l'information des politiques. http://www.iedafrique.org/
	Initiative prospective agricole et rurale (Ipar) est un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées au Sénégal et dans la région ouest-africaine. Les activités de l'Ipar sont centrées autour de grandes thématiques d'intervention au cœur des enjeux actuels de l'agriculture : la démographie, l'emploi et les migrations, les politiques publiques, les performances et la productivité des exploitations familiales, le foncier et la gestion des ressources naturelles, l'appui aux organisations de producteurs. http://www.ipar.sn/
	L'activité de l'**Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement** (Iram) consiste à fournir des prestations de services, réalisées essentiellement dans le champ de la coopération internationale (mise en œuvre d'actions de développement, appui-conseil, études, formation, …). Sur la base de ces interventions réalisées dans des contextes très divers, l'Iram a aussi pour rôle de promouvoir la capitalisation des expériences, la construction de partenariats de longue durée avec des acteurs du Sud, la contribution à des actions de plaidoyer,etc. Le groupe Iram réunit deux entités : l'association Iram et Iram Développement. http://www.iram-fr.org/
	Le réseau des **Journalistes en Afrique pour le Développement** (JADE) du Burkina Faso est une section de Jade Afrique, association professionnelle de journalistes spécialisés dans la production multimédia, l'édition, la communication pour le développement et la formation. http://www.jadeproductions.info/

	L'objectif du **Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale** (Lares) est de contribuer à une meilleure connaissance des dynamiques régionales sur le plan social, politique et économique en Afrique de l'Ouest et du centre. http://lares-benin.org
	Le **Réseau Billital Maroobé** (RBM) est un cadre régional ouest africain de référence des éleveurs et pasteurs qui œuvre pour la défense des intérêts de ses membres au plan économique, politique, social et culturel. Il se donne comme mission de parvenir à une véritable sécurisation de l'économie pastorale, en suscitant et accompagnant toutes les initiatives d'organisation et d'appropriation des innovations techniques, en œuvrant pour le rétablissement de l'équilibre écologie/effectifs du cheptel. http://www.maroobe.org/
	Le **Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest** (ROPPA) a pour objectifs de promouvoir et défendre les valeurs d'une agriculture paysanne performante et durable au service des exploitations familiales et des producteurs agricoles ; d'informer et former les membres des OP et des associations de producteurs ; d'encourager et accompagner la concertation et la structuration des organisations paysannes et des producteurs en vue de leur participation/implication dans la définition, la mise en oeuvre des politiques et programmes de développement des secteurs agricoles et ruraux ; de promouvoir la solidarité entre les organisations paysannes et de producteurs agricoles membres ; d'assurer la représentation de ses membres aux niveaux régional et international ainsi que la concertation avec les autres organismes similaires de la région et du monde. http://www.roppa.info/
	Le SAILD, conscient de la domination que subissent les paysans par rapport aux autres catégories socioprofessionnelles, proclame comme finalité de sa mission, la valorisation du statut du paysan. Il oriente ses actions vers l'éclosion des forces socio-économiques paysannes, pour un rééquilibrage des forces sociales en faveur des paysans. Le SAILD vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des paysans et au renforcement économique et organisationnel des composantes du mouvement paysan. http://www.saild.org/

SNV Connecting People's Capacities	La SNV vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et à la promotion de la bonne gouvernance. Elle s'est orientée vers les organisations intermédiaires qui jouent un rôle important dans le développement local. Ses appuis répondent généralement à un besoins en renforcement des capacités, la mise à disposition des compétences et un changement d'attitude. http://www.snvworld.org/
SOS FAIM	L'objectif général poursuivi par SOS Faim est de réduire la faim et la pauvreté en milieu rural, en soutenant l'agriculture paysanne et ses acteurs dans les pays en développement, plus particulièrement via les organisations paysannes ainsi que les institutions de microfinance. Mais aussi en sensibilisant et mobilisant les populations du Nord afin d'influencer les politiques ayant un impact sur la faim et la pauvreté dans les pays en développement. http://www.sosfaim.org/